

COMPTE RENDU DE LA SESSION D'AUTOMNE DU CID 41

3 et 4 décembre 2007

1) PROMOTIONS :

Je viens de prendre cette CID en cours de mandat, les C et B sont complètement exclus de cette phase mais pas les SG d'établissements (nommés)...

2) RATTACHEMENTS, AFFECTATIONS, CAS PARTICULIERS...

Là la populace peut assister.

Citation de Douchin (INSERM) : « Il y a trop d'emplois de chercheurs et pas assez d'ingénieurs. »

3) INTERVENTION DU SECRETAIRE GENERAL DU CNRS

Je ne vais ressortir que les points qui peuvent apporter quelque chose de nouveau.

Un contexte pesant à cause des rumeurs pourtant nous avons de nombreux signaux qui vont à l'opposé d'une éventuelle disparition du CNRS.

1) Ressources humaines :

Une campagne chercheurs 2008 équivalente à celle de 2007 et une campagne ITA supérieure d'une vingtaine de postes.

2) Budget :

Un budget qui permet de mener notre politique notamment pour les TGI. (par exemple Soleil qui est à 70% CNRS).

Une augmentation de 50% pour l'entretien et les grosses réparations de notre patrimoine immobilier. Nous sommes au maximum de nos capacités.

Le préciput de 5% ANR a été utilisé pour des opérations immobilières chez nos partenaires.

En revanche nos modes d'intervention doivent évoluer pour tenir compte de la montée en puissance des universités (avec la LRU). Les discussions sont plus difficiles mais donnent des résultats meilleurs.

Tenir compte aussi de la montée en puissance de l'ANR. Les labos sont riches (400 millions n'ont pas été dépensés).

Le CNRS doit se repositionner, il y a deux axes :

- les court terme, c'est l'ANR
- le long terme

Le CNRS doit être un « opérateur frontière » :

-le long terme

-Le collaboratif court terme (exemple chicoungounia, seul le CNRS pouvait marier biologie et sociologie)

-Faire avancer la science sur tous les projets en ruptures

-et tout ce qui est équipements, plates formes technologiques où il faut une vision nationale.

En ce qui concerne la réserve de précaution, la recherche a un traitement de faveur avec seulement 3% sur les hors salaires et 0,15 %.

La mission D'AUBERT :

5 EPST représentés par un binome

5 universités dont les 3 vices-présidents de la CPU et une grande université

Des personnalités qualifiées.

Première réunion la semaine du 10.

Les préciputs :

Ils passent à 11% sur l'ANR et vont à l'hébergeur (définition de l'hébergeur à arrêter).
Pour le CNRS l'impact devrait être quasiment nul puisqu'il a réservé les précédents préciputs à des interventions immobilières chez ses partenaires.
Il faut ajouter 4% pour les frais administratifs. Il doit y avoir une négociation entre les DR et les DU à ce sujet.

La TVA rémanente :

Plus de prélèvement à ce titre en 2008.

Le mandat de gestion :

Le mandat unique est une fausse bonne idée, il faut 2 tutelles, plus c'est également mauvais.

Les CDD :

Un bonus financier pour les DU qui ont un bon taux d'employabilité de leurs CDD.

SHS :

57 ou 58 postes pour 100 départs prévus

SdV :

La crédibilité du scénario recule. La première mission de Syrota est une clarification par rapport à la multitude de petites structures.
Un recentrage de l'INSERM sur la maladie, Le CNRS est sur un domaine « frontière ».
A l'INSERM le clinique, au CNRS le fondamental.

L'AERES :

Le CNRS est le client de l'AERES. On veut être exigeants et fixer préalablement nos conditions..

A la question sur l'affectation des agents, il a répondu « les agents CNRS ont vocation à être affectés dans une unité CNRS » et il a reparlé de ses ERL pour les 500 collègues qui sont dans des unités INSERM.
Comme il a aussi précisé que le CNRS n'avait pas besoin d'unités avec seulement deux ou trois agents, nombre d'entre nous peuvent préparer leurs valises.

Jacques Millet SNTRS-CGT